

hostiles que sympathiques en 1837 et 1838. Prétendre que ce pays était resté neutre pouvait déjà passer aux yeux de beaucoup d'entre nous comme exagéré — M. Saint-Pierre lui-même est allé sans faiblesse là où ses recherches impartialement dirigées le poussaient : à démontrer que même la neutralité pure et simple ne nous a pas été accordée. Analysons l'ouvrage.

Recevoir le Canada sans coup férir, les Américains le voulaient bien alors comme aujourd'hui. Mais quant à nous prêter la collaboration militaire pour briser le lien colonial, il n'en fallait pas parler. Aussi, à l'appel que leur adressèrent les Fils de la Liberté en 1837, la réponse se borna d'abord à des articles de journaux. Bons souhaits, déclamations sur le droit des peuples, narrations à Peau de rose, bref tout ce qu'il y a de plus platonique. Le contraste avec ce qu'inspire aujourd'hui Cuba est violent.

Puis il y eut une contre-presse. Le *New* plus à plaindre que les Canadiens ; le *New-York Courier Enquirer* tonna contre le recrutement sur le sol des États-Unis, et ainsi de suite.

Quelques meetings furent tenus, notamment à Buffalo, où furent souscrits... cent trente-quatre dollars pour partir en guerre. À Détroit, nos *alliés* battaient chaque jour Albion... sur le papier.

Les Anglais savaient fort bien à quoi s'en tenir. Aussi ne se gênèrent-ils pas pour faire la descente dans les tavernes, sur le sol américain, pour dénicher les rebelles. Ils osèrent même mettre le feu à *La Caroline* dans les eaux américaines, et causer mort d'homme. Cet événement si grave ne provoqua qu'un débat insignifiant au Congrès.

Comme on le voit, nos pères ne recevaient même pas des Yankees le bénéfice de ce qui constitue les atteinants et les aboutissants de la plus anodine des neutralités.

Peu après, le quartier-maître général de l'État de New-York s'engageait vis-à-vis l'autorité anglaise à déloger et désarmer les patriotes

et leurs amis groupés à Navy Island. En décembre 1837 les gouverneurs de New York, Vermont et Michigan ordonnaient à la population de ces États de s'abstenir de prêter quelque secours que ce fût aux rebelles.

La législature du Michigan rejette des résolutions de sympathies et Détroit, qu'on croyait si favorable à notre cause, Détroit vote au cours d'un meeting présidé par le maire des résolutions pour le maintien d'une stricte neutralité, ce qui voulait dire, on l'a constaté plus haut, que les Anglais pourraient seuls opérer sur la terre américaine.

Le *crescendo* continue : c'est maintenant le Président Van Buren qui lance une proclamation à toute l'Union, puis un message au Congrès, toujours contre les agissements des rebelles, en deça de la ligne 45. Qu'arrive-t-il ? Pas une voix amie ne s'élève à Washington ; Davis critique même le Président, qui, dit-il, a été trop lent et ne se montre pas assez sévère.

Puis ça se gâte de plus en plus... dans les détails.

Le Congrès vote d'urgence un bill ordonnant la confiscation, corps et bien, de tout navire rebelle surpris dans les eaux américaines ; des patriotes et des rebelles sont arrêtés en plein Détroit ; le *Courrier*, de Buffalo, cette autre ville qu'on croyait si sympathique, se félicite de la dispersion des *banditti* ; la plupart des journaux amis font volte-face ; enfin, en 1841, près de trois ans après le tragique dénouement de la patriotique échauffourée, un autre Président, Tyler, nous donne le coup de pied de l'âne.

M. Saint-Pierre a donc bien fait de remettre ce coin de notre histoire en pleine lumière, et de donner, avec des documents authentiques, le coup décisif à une légende qui prenait d'année en année une force de stabilité telle que l'on a souvent vu des écrivains canadiens, ordinairement bien informés, tomber dans l'erreur commune.

Le groupement des pièces est ingénieux quoique fort simple plusieurs d'entre elles auront même pour les chercheurs l'attrait de l'inédit.